

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	64	16

N° de la séance : 02

Objet de la délibération: Service des
Assemblées - Procès-verbal de la séance
du 14 septembre 2020 - Approbation

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE
--

N° Enregistrement : CC.2020.206

Date de la convocation :

Le 10/11/2020

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage

en date du **26 NOV. 2020**

de la réception s/Préfecture

en date du

- 1 DEC. 2020

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 16 novembre 2020

L'an deux mil vingt et le 16 novembre à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de novembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Anne-Marie BOUSQUET, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Marc BORIOSI, Isabelle GARCIA, Marion MUSSO, Khéra BADAOUÏ HUGUENIN VUILLEMIN, Céline LAMBIN, Alexandra BORCHIO-FONTIMP, Alain BERNARD, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Christian LATY à Claire BAES, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Christophe FONCK à Marion MUSSO, Françoise THOMEL à Jacques GENTE, Valérie ROLLAND à Jean-Bernard MION, Hassan EL JAZOULI à Anne-Marie BOUSQUET

ABSENTS :

Alexis ARGENTI, Marie-Rose BENASSAYAG, Thérèse DARTOIS, Denis FERRER, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Laurent CHARTIER, Marie OZENDA, Aline ABRAVANEL

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

Je vous invite à vous prononcer sur le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 14 septembre 2020.

Je vous propose d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 14 septembre 2020.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, APPROUVE le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 14 septembre 2020.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 16 novembre 2020
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
ARRONDISSEMENT DE GRASSE



PROCES VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SEANCE ORDINAIRE DU LUNDI 14 SEPTEMBRE 2020

ANTIBES, LE BAR-SUR-LOUP, BEZAUDUN-LES-ALPES, BIOT, BOUYON, CAUSSOLS, CHATEAUNEUF,
CIPIERES, LA COLLE-SUR-LOUP, CONSEGUDES, COURMES, COURSEGOULES, LES FERRES, GOURDON,
GREOLIERES, OPIO, ROQUEFORT-LES-PINS, LA ROQUE EN PROVENCE, LE ROURET, SAINT-PAUL-DE-
VENCE, TOURRETTES-SUR-LOUP, VALBONNE, VALLAURIS GOLFE-JUAN, VILLENEUVE-LOUBET

La séance est ouverte à 16 h 00.

Le conseil communautaire s'est réuni le quatorze septembre deux mille vingt, en séance publique, au Chapiteau des Espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire de la ville d'ANTIBES.

Monsieur le Président.- Mes chers collègues, nous allons commencer la séance par l'appel nominal habituel.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Gérald LOMBARDO, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Éric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Michèle MURATORE, Georges VAZIA, Éric CHALVIN, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Éric DUPLAY, Serge AMAR, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Laurent CHARTIER, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Éric PAUGET, David SIMPLOT, Marc BORIOSI, Hassan EL JAZOULI, Marie OZENDA, Isabelle GARCIA, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Céline LAMBIN, Alexandra BORCHIO-FONTIMP, Xavier WIJK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA.

PROCURATIONS :

Frédéric POMA à Éric MELE, Alexis ARGENTI à René TRASTOUR, Bernard GARNIER à Joseph CESARO, Françoise THOMEL à Jacques GENTE, Valérie ROLLAND à Jean-Bernard MION, Khéra BADAOU HUGUENIN VUILLEMIN à Alexia MISSANA.

ABSENTS :

Michel ROSSI, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Alain BERNARD.

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Les procurations étant transmises, nous pouvons aborder l'ordre du jour.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, fonctions qu'elle a acceptées.

Ordre du Jour

1. Procès-verbal de la séance du 17 juillet 2020 - Approbation
2. Compte rendu des dernières décisions prises par le Président et le Bureau Communautaire
3. Bus à Haut Niveau de Service de la CASA - Délégation du Conseil Communautaire au Bureau Communautaire
4. Mise en œuvre de la délégation des aides à la pierre du parc public et du parc privé - Délégation du Conseil Communautaire au Président
5. Commission Habitat - Cohésion Sociale - Politique de la Ville - Création et désignation de ses membres
6. Commission Environnement - Déchets - Création et désignation de ses membres
7. Commission Eau - Assainissement - Prévention des Inondations - Création et désignation de ses membres
8. Commission Aménagement - Développement Agricole - Création et désignation de ses membres
9. Commission Culture et Tourisme - Création et désignation de ses membres
10. Commission des Finances - Création et désignation de ses membres
11. Commission Transports et Mobilité - Création et désignation de ses membres
12. Commission Économie - Attractivité - Innovation - Création et désignation de ses membres
13. Collèges et Lycées sur le territoire de la CASA - Désignation des représentants au sein des Conseils d'Administration
14. Agence Régionale de Santé - Désignation des représentants au sein des Conseils de Surveillance
15. Établissement Public Foncier EPF PACA - Désignation du représentant
16. Commission de suivi de site de « La Sarrée » et « Notre Dame » au Bar sur Loup - Désignation du représentant
17. Pôle Métropolitain - Désignation du représentant au Comité de pilotage de suivi de la convention de partenariat
18. Territoires d'industrie CAPG - CASA - CACPL - Désignation du représentant
19. European Bic Network (EBN) - Adhésion et désignation du représentant
20. French Tech Seed Paca-Est - Désignation du représentant
21. Incubateur PACA Est - Désignation du représentant
22. Polytech' Nice Sophia - Désignation du représentant
23. Revitalisation - DOW Agrosiences (DAS) - Désignation du représentant
24. Revitalisation - Galderma - Désignation du représentant
25. TEAM Côte d'Azur - Désignation du représentant
26. Telecom Valley - Adhésion et désignation du représentant
27. Initiative Agglomération Sophia Antipolis - Désignation du représentant
28. Projet Commercial « Marenda-Lacan » d'Antibes Juan les Pins - Désignation du représentant
29. Conseil Départemental d'Accès aux Droits des Alpes-Maritimes (CDAD06) - Désignation du représentant au Conseil d'Administration

30. Mission Locale Antipolis (MLA) - Désignation des représentants
31. Commission Consultative de l'Environnement de l'Aéroport de Nice Côte d'Azur - Désignation des représentants au Comité permanent
32. Plan Climat Air Énergie Territorial Ouest 06 (PCAET) - Désignation du représentant
33. Site « Préalpes de Grasse, Rivière et Gorges du Loup » et « Dôme de Biot » (NATURA 2000) - Désignation du représentant
34. Conseil d'Exploitation - Eau Potable - Désignation des représentants
35. Approvisionnement en eau potable commune d'Opio - Principe de la concession de service public
36. Conseil d'Exploitation - Assainissement Eaux Usées - Désignation des représentants
37. SPL HYDROPOLIS - Modification d'un représentant au conseil d'administration
38. Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau (SOCLE) - Contrat Territorial SMIAGE - Délégation Compétence GEMAPI - Désignation du représentant
39. Fédération Nationale des Concédants et Concessionnaires des Réseaux (FNCCR) - Adhésion
40. PAPI I - PAPI II - Désignation des représentants aux comités de pilotage
41. Association Bibliothèque Sans Frontières-IDEAS BOX - Désignation des représentants au comité de pilotage
42. Associations Images en Bibliothèques, Réseau CAREL, semaine du Son et ADULOA - Renouvellement des adhésions et désignation des représentants
43. Collectif de Bibliothécaires et Intervenants en Action Culturelle (COBIAC) - Adhésion, Convention de partenariat et Désignation du représentant
44. Association Le Prix des Incorruptibles - Adhésion et désignation du représentant
45. Comité National d'Action Sociale CNAS - Désignation d'un représentant
46. Groupe d'Action Locale (GAL) Alpes et Préalpes d'Azur - Désignation du représentant
47. Commission locale de transport public particulier de personnes - Désignation des représentants
48. Forfait Post Stationnement - Conventions de reversement des recettes issues des FPS - Exercice 2020
49. Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public (AGIR) - Désignation des représentants
50. Groupement des Autorités Responsables de Transport (GART) - Adhésion et désignation des représentants
51. Projet Très Haut Débit - CPSD des opérateurs SFR et ORANGE - version 2 - Désignation du représentant
52. AMORCE - Désignation du représentant
53. Commissions de Suivi de Sites de l'Usine d'Incinération d'Ordures Ménagères (UIOM) d'ANTIBES, du centre de stockage de déchets ultimes en post exploitation au lieu-dit « Vallon de la Glacière » à Villeneuve-Loubet, et de la décharge du « Jas de Madame » en post exploitation à Villeneuve-Loubet - Désignation des représentants
54. Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes-Maritimes 06 (ADIL 06) - Désignation des représentants
55. Observatoire des Loyers - Désignation des représentants

56. Commission Communautaire de Proposition de Candidat (CCPC) - Désignation des représentants
57. Commission d'Attribution des Logements et l'Examen de l'Occupation des Logements (CALEOL) - Désignation du représentant
58. Comité Régional Habitat et Hébergement (CRHH) - Désignation des représentants
59. Organisme Foncier Solidaire (OFS) « COOP Foncière Méditerranée » - Désignation du représentant
60. Observatoire Territorial et Partenarial du Logement Étudiant (OTLE) - Désignation du représentant
61. Système Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO) - Désignation des représentants
62. ERILIA - Désignation des représentants
63. ICF Sud Est Méditerranée - Désignation des représentants
64. LOGIREM - Désignation des représentants
65. Logis Familial - Désignation des représentants
66. La Maison Familiale de Provence - Adhésion et désignation des représentants
67. Sophia Antipolis Habitat (SAH) - Mise en œuvre de la Loi ELAN - Cession des participations détenues par les collectivités locales
68. Commission d'Appel d'Offres spécifique au groupement de commandes avec le département des AM pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour l'amélioration des conditions de circulation et d'échanges tous modes confondus sur le territoire de la CASA
69. Commission Intercommunale pour l'Accessibilité - Désignation de ses membres
70. EnvirobatBDM - Désignation du représentant
71. Restaurant Inter-Entreprises (RIE) sur le site des Genêts - Désignation du représentant
72. Syndicat Mixte d'Ingénierie pour les Collectivités et Territoires Innovants des Alpes et de la Méditerranée (SICTIAM) - Modification des représentants



Monsieur le Président. - Le quorum est atteint, les procurations sont données, la séance est ouverte. Le Secrétaire de séance est Alexia MISSANA, si tout le monde est d'accord.

Personne n'est contre, ni s'abstient ?

Alexia MISSANA est Secrétaire de séance.

Concernant l'ordre du jour, je voudrais simplement demander votre avis pour quelque chose qui est important sur le déroulement de la séance. Beaucoup de délibérations vont être prises, si personne ne s'y oppose, à main levée. Si quelqu'un s'y oppose, elles seront prises à bulletin secret. Je pose donc à tout le monde la question : quelqu'un s'oppose-t-il au vote à main levée ?

Personne ?

Pas d'abstention ?

Au cours de ces délibérations, je ferai donc l'appel à main levée. Je demanderai préalablement s'il y a d'autres candidats et si tel est le cas, pour ceux que l'on a reçus, on aura une élection.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1. Procès-verbal de la séance du 17 juillet 2020 - Approbation

Monsieur le Président. - Je vous demande votre approbation.

Pas d'intervention ?

Personne n'est contre, ni s'abstient ?

La délibération est adoptée.

2. Compte rendu des dernières décisions prises par le Président et le Bureau Communautaire

Monsieur le Président. - Je rappelle qu'elles ont été prises à l'unanimité.

Pas d'intervention ?

Pas de vote contre ?

Pas d'abstention ?

3. Bus à Haut Niveau de Service de la CASA - Délégation du Conseil Communautaire au Bureau Communautaire

Monsieur le Président. - C'est la même délégation que ce qu'il y avait sur le précédent mandat, puisque dans le cadre de du bus-tram, on est contraint de prendre des délibérations qui ne peuvent pas attendre 2 mois du Conseil communautaire. Il s'agit du montage de maîtrise d'ouvrage, d'éventuelles procédures d'acquisitions foncières pas amiables, de décisions relatives au montage « maîtrise d'œuvre déléguée », au permis de construire, au permis d'aménager, des décisions de validation des dossiers relatives aux procédures réglementaires et les conventions liées à ces objets.

Je propose donc votre approbation sur cette délégation.

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

La délibération est adoptée.

4. Mise en œuvre de la délégation des aides à la pierre du parc public et du parc privé - Délégation du Conseil Communautaire au Président

Monsieur le Président. - Je rappelle que le Président ne prend aucune décision sans en référer au bureau. Je vous demande donc d'accepter de déléguer au Président les décisions et actes administratifs et d'autoriser la délégation à signature à Sophie NASICA, vice-présidente chargée du Logement. Bien entendu, toutes les décisions de financement et d'agrément seront rapportées lors de chaque réunion de l'organe délibérant, donc du Conseil communautaire.

Pas d'abstention ?

Pas de vote contre ni d'abstention ?

C'est la même délégation qu'au mandat précédent.

Création et composition des 8 Commissions thématiques.

Avant d'aborder le problème des Commissions thématiques et en réflexion avec l'ensemble des maires de la Communauté d'Agglomération, nous devons rappeler que chaque conseiller municipal ou communautaire a le droit d'assister à toutes les Commissions. Ce ne sont pas uniquement les membres du Conseil communautaire, ce sont les membres du Conseil municipal et communautaire qui peuvent y assister. Ils ne votent pas, mais vous savez tous que, de toute façon, les Commissions n'émettent que des avis qui remontent ensuite au bureau pour validation de décision exécutive.

Je dis cela, car on a fait un choix, dans ce mandat, d'essayer de maintenir autour d'une vingtaine, les réunions des Commissions. Car lorsque l'on a des Commissions à 40, on n'arrive pas à débattre. De plus, lorsque l'on a des Commissions à 40, il n'y en a plus que 20 qui viennent (quand il y en a 20 qui viennent). On sait qu'il est difficile d'assister à toutes les Commissions et c'était aussi une façon d'essayer de répartir, dans chaque Commission, l'ensemble des personnes qui le souhaitaient.

La ville d'Antibes, qui est la ville-centre, bénéficie d'une opposition qui n'est pas organisée comme telle, mais pour ceux qui souhaitent s'inscrire dans cette démarche, on a prévu la possibilité d'assister aux Commissions. Il y a donc 3 postes prévus par Commission, pour permettre à ceux qui veulent s'inscrire dans une démarche d'opposition, je n'en doute pas, constructive, de pouvoir le faire et de siéger même s'ils ne sont pas dans la majorité municipale.

Aujourd'hui, on va donc voter des listes. On a décidé ensemble que ces listes seraient votées à main levée, mais vous pouvez assister. Même si vous n'êtes pas dans une Commission, le jour où une thématique qui vous intéresse particulièrement, ou si vous êtes dans l'opposition et que vous ne pouvez pas siéger partout, vous pouvez aller ponctuellement dans telle ou telle Commission, vous y serez bien accueillis et l'on écoutera la parole de chacun.

Je commence donc par la création et la composition de 8 Commissions thématiques. C'est ce que je viens de vous dire : chaque fois, vous avez des listes. Il y a bien sûr le nom des vice-présidents chargés des Commissions et ces derniers ayant tous une délégation, ils présideront la Commission en fonction de la thématique abordée au cours de la Commission. Si je prends l'exemple de la suivante « Commission Habitat - Cohésion Sociale - Politique de la Ville », on va avoir deux vice-présidences, Sophie NASICA pour le Logement Social et Kevin LUCIANO pour la Politique : quand la Commission abordera les problèmes de Politiques de la ville, Kevin LUCIANO présidera et quand ce sera l'Habitat, Sophie NASICA présidera.

Les conseillers communautaires, conseillers municipaux peuvent donc y assister. La liste est établie en respect du principe de la représentation proportionnelle pour permettre à l'expression pluraliste au sein de l'assemblée et chaque fois, vous avez un récapitulatif des différentes thématiques qui seront abordées dans ces Commissions.

Vous avez les listes, mais je vais vous les lire.

D'abord, est-on d'accord sur les principes ?

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

On passe donc à la Commission Habitat.

5. Commission Habitat - Cohésion Sociale - Politique de la Ville - Création et désignation de ses membres

Monsieur le Président. - Les vice-présidences sont assurées par Sophie NASICA et Kevin LUCIANO.

Je rappelle que les thématiques abordées sont les suivantes : Insertion, Emploi, Antenne de Justice, Habitat, Logement, les Gens du Voyage, Aires de Stationnement et la Politique de la Ville, y compris la Mission Locale.

La liste est la suivante :

BOUE-RIZVI Pauline
BOUHELIER Joëlle
CALAMUSO Albert
CHEVALIER Franck
DAHAN Yves
FORMOSO Pascale
GIMENEZ Claudy
IMBERT Anaïs
JOSEFOWICZ Patrick
LAMBIN Céline
LUCIANO Kévin
MORELLO Max
MURATORE Michèle
NASICA Sophie
PIEGGI Catherine
PIRONE Sandrine
PRADELLI Nicole
ROLLAND LESUEUR Valérie
SAVALLI Martine
TOSSAN Philippe
TRABAUD Dominique
ZEROUAL POMERO Alice

Y a-t-il d'autres candidats ?

Il n'y a pas d'autres candidats.

On procède au vote à main levée.

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

6. Commission Environnement - Déchets - Création et désignation de ses membres

Monsieur le Président. - Les vice-présidences sont assurées par Lionnel LUCA en matière Environnement et par Éric MELE en matière Gestion des déchets.

Les thématiques abordées sont les suivantes : Environnement, Énergie, Climat, IRVE, Air, Bruit, Biodiversité, Espaces Naturels, Études Zéro Déchet, Sensibilisation aux Déchets, Déchets et Exploitation.

La liste est la suivante :

ABRAVANEL Aline
ADAMI Lise
ARGENTI Alexis
BADAoui HUGUENIN-VUILLEMIN Khéra
BEZZONE Emile
BOUCHOT OUABIR Farah Lina
BUSTIN Guénahèle
CASTET Eric
CHALVIN Eric
CHAMPEAUX Jean-Bernard
CHESTA Yves
DESPINASSE Didier
DUPLAY Eric
EL JAZOULI Hassan
FERRERO Maxime
HUMBERT Michael
JOUSSEMET Caroline
JOVER Serge
LEBARS Philippe
LUCA Lionnel
MELE Eric
MURATORE Michèle
SKRABO-CRISTINA Géraldine
TOLLE Sylvie
TOSSAN Georges
VAZIA Georges
WYSZKOWSKI François

Même question, y a-t-il d'autres candidats ?

Il n'y en a pas.

Personne n'est contre, ni s'abstient ?

La Commission est adoptée.

7. Commission Eau - Assainissement - Prévention des Inondations - Création et désignation de ses membres

Monsieur le Président. - Les vice-présidents sont Joseph CESARO et Jean-Pierre DERMIT.

Les thématiques abordées sont les suivantes : Prévention des Inondations et du Pluvial, Eau, Gestion des Milieux Aquatiques, Assainissements, Risques Naturels, Risques Majeurs, Plan de Prévention des Risques.

Sont proposés :

BOUSQUET Anne-Marie
CAUVIN Georges
CESARO Joseph
CHALVIN Éric
CHIFFLET Jérôme
CIRIO Patrice
DEBORDE Elisabeth
DELEAN Philippe
DERMIT Jean-Pierre
GENET Christel
JOVER Serge
LUCIANO Kévin
MALFATTO Marc
PIOVESANA Jean-François
REMILLEUX Sébastien
ROMAN Marika
SILBANO Alain
TRABAUD Dominique
TRANNOY-MOIRAND Sylvia
VADO Alain
WIIK Xavier

Même vote ?

Même vote.

Point 8.

8. Commission Aménagement - Développement Agricole - Création et désignation de ses membres

Monsieur le Président. - Les vice-présidents sont Jean-Bernard MION pour le SCOT et Emmanuel DELMOTTE pour l'Agriculture.

Les thématiques abordées sont les suivantes : Aménagement Opérationnel, Foncier, SCOT, PDM, PCAET, Agriculture, Voirie, Grands Projets, ZAE, PPR.

Sont proposés :

ANASSE Marie-Paule
ARDICHVILI Emmanuel
BONAUT Carole
CANTERGIANI Lionel
CAROSI Delphine
CECCARINI Joëlle
DELMOTTE Emmanuel

HUGUES Gilbert
IMBERT Anaïs
LALLAÏ Daniel
LEBARS Philippe
MAESTRINI Michel
MARCHAND Sylvie
MASSON Thierry
MION Jean-Bernard
PETIT Gérard
PIACENTINO Marcel
PIOVESANA Jean-François
TRABAUD Dominique
VAZIA Georges

Madame Michèle MURATORE. - Je voulais une précision par rapport aux compétences de cette Commission. On y retrouve le Plan de Mobilité, mais l'on retrouve aussi, logiquement, à la Commission Déplacements dont l'objet est, entre autres, je cite, « Émettre des avis ou des propositions liées à la gestion des déplacements », ce qui est bien l'objet du Plan de Mobilité. On y retrouve également le Plan Climat Air Énergie Territorial qui se retrouve aussi, logiquement, dans la Commission Environnement qui aura à traiter, je cite, « Des dossiers de l'air, du bruit, etc. ». On pense donc que sur ces deux dossiers, les deux Commissions travailleront ensemble. Sinon, on ne voit pas quel intérêt... Enfin, il y a un souci.

En ce qui concerne l'Agriculture, il est à noter que si le mot *développement* est dans le nom de la Commission, il ne figure plus dans les compétences. S'il s'agit de préserver et de développer les terres agricoles, il serait plus logique que cette thématique soit avec la Commission Environnement - mais pourquoi pas, ou peut-être même, au contraire, tant mieux, avec aménagement -, si on pose comme principe que tout aménagement doit tenir compte de la préservation et du développement des terres agricoles. Merci.

Monsieur le Président. - D'abord, il y a une liaison entre les documents. Le SCOT, le PDM, le PCAUT sont des documents qui sont étroitement liés les uns aux autres. Et, au regard de la transversalité du problème avec la remise du nouveau SCOT qui va être d'actualité, on voit bien que des débats vont se faire à la fois d'un côté et de l'autre. Vous avez raison : à ce moment-là, il n'est pas inutile, sur des thématiques communes, que les deux Commissions fusionnent un temps pour aborder les problèmes concernés.

Concernant le terme *développement agricole*, on peut le garder, mais l'agriculture ne résume pas le développement durable. Il est un des éléments des circuits courts, du respect de l'environnement, mais il n'en est pas l'élément unique. Il peut y avoir un aspect « paysager » qui ne soit pas un volet « agriculture ». C'est la raison pour laquelle, lorsque l'on débattera d'agriculture, on débattera d'une stratégie qui est celle de la CASA, que vous connaissez, qui est l'acquisition des terres agricoles pour les remettre en circuit et permettre le développement. Mais après, à l'intérieur du SCOT, il y aura effectivement une prise en compte de l'ensemble des terrains et les éléments se superposeront.

J'espère que tout le monde va se parler et que Jean-Bernard MION et Emmanuel DELMOTTE prendront leur bâton de pèlerin pour aller discuter avec le développement durable, Lionnel LUCA et Éric MELE, car cela fait aussi partie de l'environnement et du développement (déjà, ils se parlent). Votre remarque est justifiée, sauf qu'à un moment donné, il faut bien mettre des Commissions avec des thèmes. Mais, il existe de très fortes transversalités. Le numérique est une transversalité, l'intelligence artificielle est une transversalité, le développement durable est une transversalité. On va la retrouver partout.

Vous n'êtes pas dans cette Commission. Vous ne souhaitez pas être ? Ce n'était pas le but de votre intervention ? Non. Ce n'était pas le but.

Je repasse à Commission 8.

Pas d'autres candidats ?

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention sur la liste présentée.

9. Commission Culture et Tourisme - Création et désignation de ses membres

Monsieur le Président. - Là aussi, Culture et Tourisme, ce n'est quand même pas très loin du développement économique. On y retrouve Michel ROSSI et Jean-Pierre CAMILLA.

Les thématiques sont les suivantes : Culture, Vie Culturelle, Patrimoine Culturel (au sens large), Animation dans les villages, Promotion Touristique, Lecture Publique.

J'ai, en proposition :

ARGENTI Alexis
BAES Claire
BERTAUX Gilles
CAMILLA Jean-Pierre
CHAKIR Karine
DAHAN Yves
DARTOIS Thérèse
DOMISSY Claire
DUBOIS Elisabeth
GACHET Renée-Paule
HOUZÉ Catherine
LANZA Catherine
LAVIGNE Patricia
LIPUMA Martine
MALIDOR Sonia
MURATORE Michèle
MUSSO Marion
PANNEAU Martine
RAMBAUD Audouin
ROSSI Michel
ROUAN Brigitte
SALLES Marie-Jeanne
TORRES Simone

Pas d'autres candidatures ?

Personne n'est contre, ni s'abstient de cette liste.

10. Commission des Finances - Création et désignation de ses membres

Monsieur le Président. - Là, c'est peut-être plus facile. En effet, on sait vite que les Finances, c'est transversal, mais que, pour autant, il y a une Commission dédiée.

Le vice-président unique, à tous les sens du terme, est Gérald LOMBARDO.

Les thématiques sont les suivantes : Finances, Contractualisation, CPER, CRET, Fonds de Concours, Demandes de Subventions, Équipements de la CASA, Bâtiments et Équipements Communautaires, Accessibilité.

On y retrouve :

AMAR Serge
ARCHEN Virginie
BENASSAYAG Marie
BERTAGNA Christelle
BORIOSI Marc
CESARO Joseph
CHEVALIER Jean-Luc
FONCK Christophe
GENTE Jacques
GORACCI Christian
HUGUES Gilbert
IVALDI Daniel
LOMBARDO Gérald
MARRON Nicolas
MULLER François
NUTTIN Marc
PACCHIONI Antoine
PEIGNE François
PREMOLI Valérie
SALMON Marie-Claude
THOMEL Françoise
WALLAERE PELLEGRINO Catherine

Même question : pas d'autres candidats ?

Personne n'est contre, ni s'abstient ?

La délibération est adoptée.

11. Commission Transports et Mobilité - Création et désignation de ses membres

Monsieur le Président. - Ici, il n'y a également qu'un vice-président qui est Thierry OCCELLI, chargé des Transports.

Les thématiques sont les suivantes : Transports, Exploitation, Déplacements, Mobilité, Mobilité Innovante, Navette Autonome, Changements Comportemental, Bus-Tram.

On y retrouve :

ABRAVANEL Aline
ANASSE Marie-Paule
ARNAUD Jean-Paul
BENASSAYAG Marie
BONNEAU Martine
COUTEL John

DELIQUAIRE Bernard
FINE Stéphane
GARCIA Isabelle
MARGAILLAN Laurence
MURATORE Michèle
OCCELLI Thierry
PAVAN Laura
ROUGANNE Bruno
ROUX Jean-François
THEVENIAUD Fabien
THOMEL Françoise
VAZIA Georges
VENNINK Frédéric
WIIK Xavier

Pas d'autres candidats ?

Personne n'est contre, ni s'abstient ?

Elle est constituée.

12. Commission Économie - Attractivité - Innovation - Création et désignation de ses membres

Monsieur le Président. - Jean-Pierre MASCARELLI, vice-président. C'est l'économie de proximité, y compris l'Economie Sociale et Solidaire, l'enseignement supérieur, la recherche, l'innovation, Sophia Antipolis, le commerce, l'attractivité, l'international, la vie étudiante et la *Smart Territory* en anglais.

Sont pressentis :

ADAMI Lise
ARGENTI Alexis
BORCHIO-FONTIMP Alexandra
BRANCATO Pierre
DURAND Jean-Luc
FARINELLI Mélissa
FONCK Christophe
FONTAINE Aubane
HARTMANN Laurence
HERING Charline
HUGUES Gilbert
LANZA Catherine
LUCA Charles
MASCARELLI Jean-Pierre
RAMBAUD Audouin
SAIAG Elodie
SIMPLOT David
WENSINGER Nathalie

Pas d'autres propositions ?

Personne n'est contre, ni s'abstient ?

La délibération à la constitution est adoptée.

13. Collèges et Lycées sur le territoire de la CASA - Désignation des représentants au sein des Conseils d'Administration

Monsieur le Président. - Je rappelle que, dans ce contexte, ce sont les représentants de la CASA qui sont là. Dans chaque ville, il y a des représentants sur les lycées et les collèges. En particulier, pour les lycées, il y a des conseillers régionaux et pour les collèges, il y a des conseillers départementaux. J'ai donc reçu les candidatures suivantes :

Pour les lycées :

Etablissements	Communes	Représentants titulaires	Représentants suppléants
VERT D'AZUR	ANTIBES	Carole BONAUT	Anne-Marie BOUSQUET
JACQUES DOLLE	ANTIBES	Françoise THOMEL	Xavier WIJK
JACQUES AUDIBERTI	ANTIBES	Yves DAHAN	Serge AMAR
LEONARD DE VINCI	ANTIBES	Nathalie DEPETRIS	Yves DAHAN
INTERNATIONAL	VALBONNE	Joseph CESARO	Bernard GARNIER
SIMONE VEIL	VALBONNE	Joseph CESARO	Bernard GARNIER

Pour les collèges, même procédure :

Etablissements	Communes	Représentants titulaires	Représentants suppléants
BERTONE	ANTIBES	Marika ROMAN	Khéra BADAOU
FERSEN	ANTIBES	Eric DUPLAY	Jacques GENTE
LA FONTONNE	ANTIBES	Anne-Marie BOUSQUET	Audouin RAMBAUD
ROUSTAN	ANTIBES	Martine SAVALLI	Serge AMAR
SIDNEY BECHET	ANTIBES	Nathalie DEPETRIS	David SIMPLOT
L'EGANAUDE	BIOT	Claire BAES	Christian LATY
YVES KLEIN	LA COLLE-SUR-LOUP	Valérie ROLLAND	Marc BORIOSI
LE PRE DES ROURES	LE ROURET	Isabelle GARCIA	Olivia LEVINGSTON
CESAR	ROQUEFORT LES PINS	Henriette VENTRE	Denis FERRER
INTERNATIONAL	VALBONNE	Céline LAMBIN	Elisabeth DEBORDE
NIKI DE SAINT PHALLE	VALBONNE	Elisabeth DEBORDE	Céline LAMBIN
PABLO PICASSO	VALLAURIS	Catherine LANZA	Christophe FONCK
ROMEE DE VILLENEUVE	VILLENEUVE-LOUBET	Lionnel LUCA	Sylvie MARCHAND

S'il n'y a pas d'autres candidats, on passe au vote.

Personne n'est contre, ni s'abstient sur les représentations aux lycées et collèges.

14. Agence Régionale de Santé - Désignation des représentants au sein des Conseils de Surveillance

Monsieur le Président. - Pour les Conseils de Surveillance, Conseil de Surveillance du Centre Hospitalier d'Antibes :

- Éric DUPLAY ;
- Marie-Paule ANASSE.

Conseil de Surveillance du Pôle Santé Vallauris Golfe-Juan : Marie-Paule ANASSE.

Même vote ?

Même vote.

ACTION FONCIÈRE

15. Établissement Public Foncier EPF PACA - Désignation du représentant

Monsieur le Président. - Conseil d'administration, titulaires :

- Sophie NASICA, au nom de l'Habitat ;
- Jean-Bernard MION, pour le SCOT.

Même vote ?

Même vote.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

16. Commission de suivi de site de « La Sarrée » et « Notre Dame » au Bar sur Loup - Désignation du représentant

Monsieur le Président. - Jean-Pierre DERMIT, titulaire au nom des risques et Jean-Bernard MION, suppléant au nom du SCOT.

Même vote ?

Même vote.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

17. Pôle Métropolitain - Désignation du représentant au Comité de pilotage de suivi de la convention de partenariat

Monsieur le Président. - Jean-Pierre MASCARELLI. Personne n'est contre ni s'abstient ?

Départ de David SIMPLOT qui donne procuration à Xavier WIJK, et arrivée d'Alain BERNARD.

18. Territoires d'industrie CAPG - CASA - CACPL - Désignation du représentant

Monsieur le Président. - Jean-Pierre MASCARELLI.

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention.

19. European Bic Network (EBN) - Adhésion et désignation du représentant

Monsieur le Président. - J'ai Jean-Pierre MASCARELLI en titulaire, car il est délégué à la Promotion du Territoire, et David SIMPLOT compte tenu de ses compétences particulières. Mais, j'ai aussi la candidature de Laurent CHARTIER. J'ai donc 2 candidats à la suppléance. Monsieur Laurent CHARTIER maintient-il sa candidature ? Oui. On passe donc au vote.

Vous avez donc :

- 1 titulaire : Jean-Pierre MASCARELLI ;
- 2 suppléants potentiels : David SIMPLOT d'Antibes et Laurent CHARTIER de l'opposition de Vallauris.

Il me faut des bulletins.

Je vous rappelle que vous mettez 2 noms :

- 1 titulaire : il n'y a qu'un seul candidat qui est Jean-Pierre MASCARELLI, vice-président délégué à la Promotion du Territoire, Universités, etc. ;
- 2 candidatures pour le poste de suppléant : David SIMPLOT d'Antibes et Laurent CHARTIER de l'opposition de Vallauris.

Il n'y a qu'un bulletin. Vous mettez le Président en premier et le vice-président, en choix entre les deux, en deuxième.

Vous avez 1 titulaire et 1 suppléant à marquer. Ceux qui ont des procurations le signalent pour avoir un bulletin supplémentaire.

Il n'y a qu'un poste de titulaire, mais si vous n'êtes pas contre le titulaire qui est seul, vous ne marquez que son nom, à savoir, Jean-Pierre MASCARELLI, maire de Bouyon et vice-président délégué à la Promotion du Territoire Universités, etc.

Ensuite, en suppléants, vous avez 2 candidatures, celles de David SIMPLOT (Antibes) et celle de Laurent CHARTIER (opposition Vallauris). Il faut donc quand même 2 noms : 1 titulaire et 1 suppléant. On ne se contente pas de voter pour le suppléant, sinon, on ne saura plus si c'est le poste titulaire ou suppléant.

L'urne peut-elle commencer à tourner ? Tout le monde a-t-il eu son papier ? Ceux qui ont une délégation en ont-ils eu deux ? C'est parti. Vous signalez si vous avez une délégation.

Il faudrait des assesseurs. Mesdames Michèle MURATORE et Alexia MISSANA, si elles le veulent, toutes les deux.

Il s'agit donc du rapport 19, « European Bic Network » :

- Le titulaire Jean-Pierre MASCARELLI : 75 ;
- David SIMPLOT : 70 ;
- Laurent CHARTIER : 5.

David SIMPLOT est donc désigné comme suppléant.

On passe à la délibération suivante.

20. French Tech Seed Paca-Est - Désignation du représentant

Monsieur le Président. - Comité de pilotage. La proposition est David SIMPLOT.

Y a-t-il un autre candidat ?

Il n'y a pas d'autres candidats.

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

La délibération est adoptée.

21. Incubateur PACA Est - Désignation du représentant

Monsieur le Président. - Jean-Pierre MASCARELLI.

Même vote ?

Même vote.

22. Polytech' Nice Sophia - Désignation du représentant

Monsieur le Président. - Titulaire, Jean-Pierre MASCARELLI, suppléant, Jean-Pierre DERMIT, sur Polytech' Nice Sophia Antipolis, qui est Maire de Biot comme chacun sait.

Pas d'autres candidats ?

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

23. Revitalisation - DOW Agrosiences (DAS) - Désignation du représentant

Monsieur le Président. - Jean-Pierre MASCARELLI.

Pas d'autres candidats ?

Pas de vote contre ?

Pas d'abstention ?

24. Revitalisation - Galderma - Désignation du représentant

Monsieur le Président. - Comité de suivi, le Président ou son représentant. Le Président est encore Jean LEONETTI, le représentant est Jean-Pierre MASCARELLI. Finalement, la revitalisation de Galderma s'opère même pendant la période difficile, que l'on traverse bien.

Pas d'autres candidats ?

Pas de vote contre ?

Pas d'abstention ?

25. TEAM Côte d'Azur - Désignation du représentant

Monsieur le Président. - Jean-Pierre MASCARELLI.

Personne n'est contre, ni s'abstient ?

26. Telecom Valley - Adhésion et désignation du représentant

Monsieur le Président. - Jean-Pierre MASCARELLI.

Personne n'est candidat ?

Personne n'est contre, ni s'abstient ?

27. Initiative Agglomération Sophia Antipolis - Désignation du représentant

Monsieur le Président. - Jean-Pierre MASCARELLI au titre de la Promotion du Territoire et Alexis ARGENTI au titre du Commerce de Proximité.

D'autres candidats ?

Pas d'autres candidats.

Personne n'est contre, ni s'abstient ?

28. Projet Commercial « Marenda-Lacan » d'Antibes Juan les Pins - Désignation du représentant

Monsieur le Président. - Alexia MISSANA, Antibes.

Pas d'autres candidats ?

Personne n'est contre ni s'abstient ?

Départ d'Hassan EL JAZOULI qui donne procuration à Anne-Marie BOUSQUET.

COHESION SOCIALE ET POLITIQUE DE LA VILLE

29. Conseil Départemental d'Accès aux Droits des Alpes-Maritimes (CDAD06) - Désignation du représentant au Conseil d'Administration

Monsieur le Président. - Éric CHALVIN, Vallauris. Personne n'est contre, pas d'abstention.

Je passe la parole au Président LUCIANO, car il y a une délibération avant les représentations au titre de la Cohésion Sociale et de la Politique de Ville.

Monsieur Kevin LUCIANO. - Merci, Monsieur le Président. Deux délibérations au titre de la Cohésion Sociale.

La délibération n° 29 est consacrée au Conseil Départemental d'Accès aux Droits des Alpes-Maritimes. Le CDAD est un groupement d'intérêt public présidé - vous l'aurez corrigé de vous-mêmes - par un magistrat du tribunal judiciaire depuis la récente réforme de la procédure civile. Il présente un certain nombre d'objectifs, à savoir : permettre à toutes personnes - notamment aux personnes en

difficulté - d'accéder au droit et de bénéficier, en dehors d'une procédure contentieuse, d'une information sur les droits et devoirs dans le cadre d'une procédure, d'une aide à la résolution de cette procédure. Il s'agit d'un organisme soutenu par la CASA et par le département qui prévoit l'obtention d'une subvention.

Sur ce point, il vous est donc proposé de désigner Monsieur CHALVIN en qualité de représentant qui va siéger au sein de cet organisme.

Monsieur le Président. - On l'a voté. Je l'ai peut-être fait voter à la hussarde, mais, merci des explications, Monsieur LUCIANO. C'est donc voté. On passe à la suivante.

30. Mission Locale Antipolis (MLA) - Désignation des représentants

Monsieur Kevin LUCIANO. - Il existe un double objectif : d'une part, la désignation des représentants que je vais vous soumettre et d'autre part, l'approbation d'une modification des statuts. Nous avons des statuts en date du 15 janvier 2019. Dans un but de rationalisation d'organisation et de procédure de cette Mission Locale d'organisme, ces statuts ont été modifiés sur 4 points :

- 1^{er} point : l'objet de l'association a été plus précisément défini ;
- 2^e point : la rationalisation du nombre de membres et le poids respectif de chacun des membres ;
- 3^e point : ce point est consacré aux modes de fonctionnement et aux délibérations de chacune des Instances qui composent cette Mission Locale ;
- 4^e point : ce point est consacré au rôle des administrateurs et du personnel de Direction, rôles qui ont été mieux définis, notamment par l'article 18 joint à la présente délibération.

Il vous est donc proposé, d'une part, de prendre acte des modifications qui ont été apportées et d'autre part, d'approuver les membres des différents organes de cette Mission Locale.

Pour l'Assemblée générale, 6 membres :

- Yves DAHAN ;
- Christophe FONCK ;
- Albert CALAMUSO ;
- Joseph CESARO ;
- Claire BAES ;
- François WYSZKOWSKI.

Pour le Conseil d'administration, vous avez les 4 premiers :

- Yves DAHAN ;
- Christophe FONCK ;
- Albert CALAMUSO ;
- Joseph CESARO.

Pour le Bureau, ce sont les mêmes noms.

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

La délibération est approuvée à la fois dans la désignation et dans la validation de la modification des statuts. Merci.

Monsieur le Président. - Merci, Monsieur le Vice-président. Vous avez donc voté une fois, mais, comme l'a précisé Monsieur LUCIANO, vous avez voté deux fois sur la modification des statuts et sur la désignation des représentants.

ENVIRONNEMENT ET BIODIVERSITE

31. Commission Consultative de l'Environnement de l'Aéroport de Nice Côte d'Azur - Désignation des représentants au Comité permanent

Monsieur le Président. - Sur la Commission Consultative, j'ai reçu les candidatures de 2 représentants et sur le Comité permanent, 1 représentant avec des suppléants.

Pour la Commission Consultative, les 2 représentants sont Lionnel LUCA et Éric DUPLAY et les suppléants sont Serge JOVER et René TRASTOUR.

Pour le Comité permanent, il s'agit d'Éric DUPLAY, avec comme suppléant Serge JOVER.

Je repose la question : y a-t-il d'autres candidats ?

Il n'y en a pas, on passe au vote.

Personne n'est contre, ni s'abstient ?

On passe au 32. Je passe la parole à Monsieur le Vice-président chargé de l'environnement, Lionnel LUCA.

32. Plan Climat Air Énergie Territorial Ouest 06 (PCAET) - Désignation du représentant

Monsieur Lionnel LUCA. - Merci, Monsieur le Président. Il s'agit de délibérer pour désigner nos représentants, en l'occurrence François WYSZKOWSKI et Serge JOVER, dans ce qui est le Plan Climat Air Énergie Territorial Ouest qui, depuis 2011 et 2013, travaillent ensemble. Aujourd'hui, les 3 Communautés d'Agglomération sont ensemble pour faire ce travail. Il est donc important que nous ayons des représentants compétents, ce qui sera le cas.

Personne n'est contre ?

Personne ne s'abstient ?

La délibération est adoptée à l'unanimité.

33. Site « Préalpes de Grasse, Rivière et Gorges du Loup » et « Dôme de Biot » (NATURA 2000) - Désignation du représentant

Monsieur Lionnel LUCA. - La CASA est animatrice de ces missions d'animateurs sur ces sites classés. On vous indique également le plan de financement de l'organisation de ces animations correspondant aux parts suivantes :

- État : 61 100 € HT ;
- Plan FEDER : 90 100 € ;
- CASA : 18 800 €.

Pour le Dôme de Biot :

- État : 47 % ;
- Fonds FEDER : 53 %.

Dans ce dispositif de l'animation du dispositif NATURA 2000, c'est nous qui sommes les pilotes de l'opération, ce qui nous permet d'être assez efficaces. En l'occurrence, celui que nous allons désigner sera aussi le Président du Comité de pilotage. Il s'agit donc de François WYSZKOWSKI, dont on souhaite la réussite totale au poste de président. Ce sont des réunions importantes et exigeantes, avec tous les partenaires, vis-à-vis desquelles notre Administration, en particulier le service de l'Environnement, fait un gros travail. C'est l'occasion de le dire. Et désormais, à l'occasion de quelques Commissions d'Environnement Déchets, il ne serait pas mal que certains d'entre vous puissent y participer pour voir comment cela se passe et faire part de vos observations, tout naturellement.

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Adoptée.

Merci.

Départ d'Alexandra BORCHIO-FONTIMP

EAU POTABLE

34. Conseil d'Exploitation - Eau Potable - Désignation des représentants

Monsieur Joseph CESARO. - La CASA a délibéré en date du 14 octobre 2019 sur la création de régies à autonomie financière, chargées de la gestion du service public de l'eau, pour une partie du territoire de la CASA, pour la production de l'eau sur les communes de Caussols, Cipières, Courmes, Gourdon et Gréolières Village.

Pour la distribution sur les territoires des communes de Caussols, Cipières, Courmes, Gourdon et Gréolières Village, il s'agit de désigner 9 membres, dont des élus communautaires, dont je vous donne la liste :

- Joseph CESARO ;
- Gilbert TAULANE ;
- Richard THIERY ;
- Éric MELE ;
- Marc MALFATTO ;
- Gilbert HUGUES.

Il s'agit de désigner des personnalités qualifiées :

- l'Association de Défense de l'Environnement de Villeneuve-Loubet ;
- le Groupe des Associations de Défense des Sites et de l'Environnement de la Côte d'Azur ;
- l'UFC-Que Choisir.

Il est demandé au Conseil communautaire de désigner les membres du Conseil d'Exploitation de la Régie Autonome, selon la liste proposée ci-dessus.

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

La délibération est adoptée.

35. Approvisionnement en eau potable commune d'Opio - Principe de la concession de service public

Monsieur Joseph CESARO. - Dans une précédente délibération, nous avons décidé de proroger la gestion du service de Distribution d'eau potable sur la commune d'Opio à Suez Eau France. Cette décision arrivant à échéance au 30 juin 2021, il est important de délibérer sur la nouvelle concession. Il est rappelé que, sur le plan technique, le futur contrat de concession de service public devra inclure les objectifs de performance qui ont été détaillés dans la note, mais a priori, il n'y aura pas travaux concessifs à prévoir.

L'exploitation du service public d'eau potable requérant une compétence et une expertise particulières, il a été jugé préférable d'en confier la gestion à une structure qui dispose des compétences techniques et humaines, la CASA conservant un devoir et un pouvoir de contrôle sur le bon fonctionnement du service et, éventuellement, de sanctions en cas de manquement aux obligations contractuelles.

Compte tenu de la durée du contrat envisagé de 7 ans, le montant de la concession est évalué à 5,141 M€ pour la période. C'est pourquoi il est proposé au Conseil communautaire :

- d'approuver le recours à la concession de service public unique pour la gestion du service public de l'eau potable sur le territoire de la commune d'Opio, dans les conditions de durée et de modalités proposées dans le rapport annexé à la présente délibération ;
- d'approuver le périmètre de la concession et le contenu des caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire, tel qu'ils sont définis dans le rapport précité, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement d'en négocier les conditions précises, conformément aux dispositions de l'article L. 1411-1 du Code général des Collectivités Territoriales.

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Monsieur Thierry OCCELLI. - Un petit complément d'information, puisque cela concerne la commune d'Opio. Notre DSP finissait l'année dernière. Avec un avenant, on a eu l'autorisation de le prolonger d'une année, et pour aller jusqu'au mois de juin, on a encore dû faire valider par le Préfet un avenant de 6 mois. Cela veut dire que la DSP est en cours jusqu'au mois de juin et à partir du 1^{er} juillet 2021, il nous fallait repartir sur une gestion de l'eau. Ce sera un sujet d'actualité dans les semaines à venir : c'est la CASA qui lance la DSP pour la commune d'Opio, car c'est actuellement la CASA qui en a la compétence. C'est une DSP pour 7 ans, à partir de juillet. J'ai estimé depuis longtemps que la commune d'Opio de 2 300 habitants était incapable de gérer l'eau par le biais d'une Régie. C'est la raison pour laquelle on a relancé une DSP. Par contre, il faut aussi savoir que la DSP qui va être en cours ne remet en rien en question la compétence, ou la reprise de la compétence de l'eau sur la commune d'Opio. C'étaient quelques informations, d'autant plus que la CASA - je pense que l'on en parlera dans les semaines qui viennent - travaille aujourd'hui sur des budgets sécurisés, secteur par secteur, commune par commune.

Monsieur le Président. - Merci, Monsieur Thierry OCCELLI.

On passe au vote.

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

La délibération concernant Opio est adoptée.

ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

36. Conseil d'Exploitation - Assainissement Eaux Usées - Désignation des représentants

Monsieur Joseph CESARO. - Le 14 octobre 2019, il a été décidé :

- la création d'une Régie à autonomie financière chargée de la gestion du service public d'Assainissement des Eaux Usées collectif et non collectif, à compter du 1^{er} janvier 2020 sur une partie du territoire de la CASA, tant que pour la collecte des eaux usées sur le territoire des communes d'Antibes, etc., jusqu'à Villeneuve-Loubet ;
- le traitement des eaux usées sur le territoire des communes de Bézaudun, Bouyon, Causols, Cipières, Conségudes, Coursegoules, Gourdon Village, La Roque-En-Provence, Les Ferres, Tourrettes-Sur-Loup ;
- le contrôle des installations des Assainissements non collectifs sur le territoire des communes de Cipières, Courmes, Gourdon, Gréolières, La Colle-sur-Loup, Saint-Paul-De-Vence, Roquefort-Les-Pins, Vallauris, Villeneuve-Loubet.

Il s'agit de désigner 6 élus communautaires et 3 personnalités qualifiées. Pour les élus communautaires, on vous propose :

- Joseph CESARO ;
- Michel ROSSI ;
- Xavier WIJK ;
- Philippe DELEAN ;
- Marc MALFATTO ;
- Patrice CIRIO.

Pour les personnalités qualifiées :

- l'Association de Défense de l'Environnement Antibes Ouest, Golfe-Juan ;
- le Groupe des Associations de Défense des Sites de l'Environnement de la Côte d'Azur ;
- l'UFC-Que Choisir.

Il vous est donc demandé de désigner les membres du Conseil d'Exploitation de la Régie Autonome selon la liste proposée ci-dessus. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Monsieur le Président. - La délibération est adoptée.

37. SPL HYDROPOLIS - Modification d'un représentant au conseil d'administration

Monsieur Joseph CESARO. - Il s'agit simplement de modifier l'un des représentants au Conseil d'administration pour le compte de la CASA. Il est proposé au Conseil communautaire de :

- modifier la délibération 2020-024 du Conseil communautaire du 17 juillet 2020 ;
- remplacer Monsieur Georges CAUVIN par Monsieur François WYSZKOWSKI ;

pour représenter la CASA au sein du Conseil d'administration de la SPL HYDROPOLIS.

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Monsieur le Président. - La délibération est adoptée.

RISQUES NATURELS ET MAJEURS

38. Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau (SOCLE) - Contrat Territorial SMIAGE - Délégation Compétence GEMAPI - Désignation du représentant

Monsieur Jean-Pierre DERMIT. - Monsieur le Président, chers collègues, cette délibération concerne le suivi du Contrat Territorial CASA/SMIAGE autour de la GEMAPI, la gestion des milieux aquatiques. Il est donc proposé au Conseil communautaire de désigner son représentant dans le Comité de suivi du Contrat Territorial, notamment son président ou son représentant, c'est-à-dire le vice-président aux Risques Naturels. S'il n'y a pas d'intervention, je laisse Monsieur le Président procéder au vote.

Monsieur le Président. - Vous avez compris que le président est Jean LEONETTI et que le vice-président chargé est Jean-Pierre DERMIT.

S'il n'y a pas d'autres candidats, qui est contre ?

Qui s'abstient ?

La délibération est adoptée.

39. Fédération Nationale des Concédants et Concessionnaires des Réseaux (FNCCR) - Adhésion

Monsieur Jean-Pierre DERMIT. - Il s'agit d'adhérer à cette association. C'est une association nationale qui regroupe un peu plus de 800 adhérents. On y retrouve des EPCI, des collectivités, des régies. Cette association a pour but d'intervenir dans plusieurs domaines de compétences, l'eau, l'assainissement, les eaux pluviales, la GEMAPI, mais aussi la collecte des déchets. Le montant de cette cotisation annuelle est de 12 720 €. Bien entendu, pour l'année 2020, il sera proratisé. Cette association est donc là pour aider les élus et les EPCI à défendre leurs intérêts.

Les 4 objectifs proposés au Conseil communautaire sont les suivants :

- adhérer à cette Fédération Nationale de Collectivités, Concédants et Régies ;
- autoriser l'ouverture de crédits ;
- reconduire tacitement chaque année l'adhésion à la FNCCR ;
- désigner Éric MELE comme représentant de la CASA pour siéger au sein de cette Fédération.

Est-ce qu'il y a des interventions ?

Je laisse Monsieur le Président procéder au vote.

Monsieur le Président. - Nous votons donc sur la nouvelle adhésion et la désignation d'Éric MELE.

Personne n'est contre, ni s'abstient ?

La délibération est adoptée.

40. PAPI I - PAPI II - Désignation des représentants aux comités de pilotage

Monsieur Jean-Pierre DERMIT. - PAPI, première et deuxième génération, avec la désignation des représentants au Comité de pilotage. Les 4 objectifs sont les suivants :

- qu'un représentant de la CASA prenne part au PAPI Cagne Malvan, avec notamment des communes de la CASA qui participent à ce programme, Saint-Paul-De-Vence, La Colle-Sur-Loup, Bézaudun et Coursegoules ;
- approuver un Comité de pilotage pour le suivi de ce PAPI avec les représentants des communes d'Antibes, Biot, La Colle-Sur-Loup, Roquefort, Vallauris et Villeneuve-Loubet ;
- proposer qu'un club PAPI soit organisé au niveau départemental de manière à mettre en cohérence toutes nos stratégies locales ;
- il est proposé au Conseil communautaire de désigner Monsieur le Vice-président délégué aux Risques Naturels pour représenter la CASA au Comité de pilotage du PAPI Cagne Malvan, de désigner Monsieur le Vice-président délégué aux Risques Naturels pour siéger au Comité de pilotage PAPI CASA, d'approuver le fait que pour les communes d'Antibes, Biot, La Colle-Sur-Loup, Roquefort, Vallauris et Villeneuve-Loubet, les maires ou leurs représentants seront membres du Comité de pilotage du PAPI CASA et de désigner Monsieur le Vice-président délégué aux Risques Naturels comme représentant de la CASA au sein du club PAPI des Alpes-Maritimes.

Monsieur le Président. - Nous proposons donc à ces deux comités et à ce club la représentation de la CASA par Jean-Pierre DERMIT.

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

La délibération est adoptée. On le félicite.

ACTION CULTURELLE

40.Association Bibliothèque Sans Frontières - IDEAS BOX - Désignation des représentants au comité de pilotage

Monsieur le Président. - Michel ROSSI était désigné antérieurement et je vous propose de le reconduire. Pas d'intervention, ni de vote contre, ni d'abstention.

41.Associations Images en Bibliothèques, Réseau CAREL, semaine du Son et ADULOA - Renouvellement des adhésions et désignation des représentants

Monsieur le Président. - Là aussi, Michel ROSSI qui était chargé de la Culture et vice-président de l'Acton Culturelle à la CASA était désigné et je vous propose de le reconduire.

Personne n'est contre, ni s'abstient.

42.Collectif de Bibliothécaires et Intervenants en Action Culturelle (COBIAC) - Adhésion, Convention de partenariat et Désignation du représentant

Monsieur le Président. - Là aussi, on vous demande l'adhésion et la désignation, l'adhésion à ce réseau, mais également, la désignation de Michel ROSSI, vice-président de l'Action Culturelle.

Pas de vote contre, ni d'abstention ?

La délibération est adoptée.

43. Association Le Prix des Incorruptibles - Adhésion et désignation du représentant

Monsieur le Président. - C'est un prix du livre de la jeunesse. C'est également Michel ROSSI qui nous représentait. Je vous demande donc l'adhésion et la désignation, l'adhésion au Prix des Incorruptibles et la désignation de Michel ROSSI.

Personne n'est contre, ni s'abstient ?

La délibération est adoptée.

RESSOURCES HUMAINES

45. Comité National d'Action Sociale CNAS - Désignation d'un représentant

Monsieur le Président. - Frédéric POMA étant absent, je vous rapporte aussi sur les Ressources Humaines. Bien entendu, je vous propose la désignation de Frédéric POMA, qui est le vice-président chargé des Ressources Humaines.

Personne n'est contre, ni s'abstient ?

La délibération est adoptée.

DÉVELOPPEMENT RURAL ET AGRICULTURE

46. Groupe d'Action Locale (GAL) Alpes et Préalpes d'Azur - Désignation du représentant

Monsieur Emmanuel DELMOTTE. - Bonjour, Monsieur le Président, bonjour, chers collègues. L'objet de cette délibération est de désigner le représentant pour le Groupe d'Action Locale Alpes et Préalpes d'Azur. Cet organisme sert, au travers de son Comité de programmation, à délibérer et à soutenir les projets financés par le Fonds Leader. La CASA bénéficie d'un délégué titulaire et d'un suppléant au sein du Collège public du Comité de programmation. Nous avons reçu 2 candidatures, 1 candidat comme titulaire, Frédéric POMA et comme suppléant, Richard THIERY. Monsieur le Président, s'il n'y a pas d'autres candidats, je vous propose de passer au vote.

Monsieur le Président. - Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

La délibération est adoptée.

MOBILITE ET TRANSPORTS

47. Commission locale de transport public particulier de personnes - Désignation des représentants

Monsieur Thierry OCCELLI. - Cette Commission locale de transport concerne tous les transports inférieurs à 9 places, les taxis et les TAD. Je propose donc Thierry OCCELLI et Xavier WIIK à la Commission de désignation des membres.

Monsieur le Président. - Pas d'autres candidats ?

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

Je me permets de remercier Thierry OCCELLI pour ses prouesses techniques, avec l'ensemble des services, pour remettre en place l'ensemble des bus et le faire de manière harmonieuse et équilibrée. Je me réjouis que l'on ait pu répondre à une rentrée scolaire qui correspondait aux demandes des maires et des chefs d'établissements.

48. Forfait Post Stationnement - Conventions de reversement des recettes issues des FPS - Exercice 2020

Monsieur Thierry OCCELLI. - Cette délibération est en lien avec la loi MAPTAM, où il était prévu un transfert d'une partie des recettes à la CASA par rapport au stationnement sur les communes. Ce stationnement concerne les communes d'Antibes, Vallauris, Villeneuve et Saint-Paul, car elles ont des parcmètres, alors que les autres n'en ont pas. En fait, après bilan de fonctionnement, il s'avère qu'il n'y a aucun transfert de fonds économiques entre les communes et la CASA, d'autant plus que ce sont les communes qui assurent l'acquisition du matériel, l'entretien et les agents municipaux qui verbalisent.

Y a-t-il d'autres explications, Monsieur le Président ?

Monsieur le Président. - Non, c'est très clair. On ne reverse pas à la CASA les forfaits post-stationnement, ce qui est la moindre des choses.

Je suppose que personne n'est contre cette délibération ?

Personne ne s'abstient ?

Elle est adoptée.

RÉSEAU ENVIBUS

49. Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public (AGIR) - Désignation des représentants

Monsieur Thierry OCCELLI. - Évidemment, je me porte candidat. Cette association a pour but le partage et les échanges entre les AOM au niveau national. Elle nous apporte également une assistance juridique et les conseils en mobilité dont nous avons besoin. On partage régulièrement avec eux. On passe au vote.

Monsieur le Président. - Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

Monsieur OCCELLI est désigné.

50. Groupement des Autorités Responsables de Transport (GART) - Adhésion et désignation des représentants

Monsieur Thierry OCCELLI. - Le GART est un groupement et une assemblée extrêmement importante, également au niveau national. Il s'agit d'un échange d'expertise et d'informations entre les personnes responsables de transports et de mobilités au niveau national. Ce sont donc des représentations de membres. Je me propose en membre titulaire et Xavier WIJK en suppléant.

Monsieur le Président. - Très bon choix. Donc, Thierry OCCELLI titulaire et Xavier WIJK suppléant.

Pas d'autres candidatures ?

Personne n'est contre, ni s'abstient ?

La délibération est adoptée. Merci. Bravo, Thierry.

Monsieur Thierry OCCELLI. - Merci.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

51. Projet Très Haut Débit - CPSD des opérateurs SFR et ORANGE - version 2 - Désignation du représentant

Monsieur Jean-Pierre MASCARELLI. - Il faut rappeler que nous sommes dans le cadre du Plan National France Très Haut Débit, qui a débuté en 2012 et qui, nous l'espérons, finira en 2022, en couvrant 100 % de la population. Simplement, il faut rappeler que le territoire a été découpé en zones très denses qui sont d'initiatives privées, en zones moyennement denses qui font l'objet de la présente délibération et en zones publiques où le déploiement a été confié au SICTIAM.

En zones moyennement denses, 2 opérateurs interviennent, Orange et SFR. Chacun de ces opérateurs a une Convention de Programmation et de Suivi des Déploiements (CPSD). L'objet de la délibération est de redésigner un représentant pour le suivi du CPSD d'Orange et de SFR. Je suis candidat à ce poste, Monsieur le Président.

Monsieur le Président. - On va vous proposer, Monsieur MASCARELLI.

Personne n'est contre cette désignation ?

Personne ne s'abstient ?

C'est Monsieur MASCARELLI qui nous représentera.

GESTION DES DÉCHETS

52. AMORCE - Désignation du représentant

Monsieur Éric MELE. - La société AMORCE accompagne et représente les Collectivités des acteurs locaux dans la gestion territoriale de l'énergie, des déchets, de l'eau et de l'assainissement. Cette association constitue essentiellement un lieu de partage des connaissances et des expériences entre les Collectivités Territoriales et les professionnels sur ces thématiques. Nous vous proposons 2 candidats qui seraient Éric MELE et Joseph CESARO en suppléant. Cette association fait passer les propositions des élus locaux au niveau national, voire international. C'est une association qui est extrêmement considérée au niveau national.

Monsieur le Président. - On passe au vote. Personne n'est contre ? Pas d'abstention ? La désignation est adoptée. On passe à la 53, un sujet majeur pour la Communauté d'Agglomération : l'Usine d'Incinération d'Ordures Ménagères d'Antibes.

53. Commissions de Suivi de Sites de l'Usine d'Incinération d'Ordures Ménagères (UIOM) d'ANTIBES, du centre de stockage de déchets ultimes en post exploitation au lieu-dit « Vallon de la Glacière » à Villeneuve Loubet, et de la décharge du « Jas de Madame » en post exploitation à Villeneuve-Loubet - Désignation des représentants

Monsieur Éric MELE. - C'est le Comité de suivi de l'Usine d'Incinération et de valorisation des Ordures Ménagères de UIOM d'Antibes. Il y a 3 points :

- l'Usine d'Incinération ;
- les centres de stockage des déchets ménagers du Vallon de la Glacière et du Jas de Madame (ces différents centres aujourd'hui éteints sont suivis de manière extrêmement pointue, car de l'énergie en sort toujours).

Pour l'Usine d'Incinération, je vous propose :

En titulaires :

- Jean LEONETTI ;
- Éric MELE ;
- Christophe FONCK.

En suppléants :

- Jacques GENTE ;
- Jean-Pierre DERMIT ;
- Georges TOSSAN.

Monsieur le Président. - Je n'ai pas la même liste, je vérifie donc.

C'est moi qui ai la mauvaise liste.

Monsieur Éric MELE. - Pour le centre de stockage du Vallon de la Glacière :

En titulaires :

- Lionnel LUCA ;
- Jean-Pierre DERMIT ;
- Éric MELE ;
- Marie BENASSAYAG.

En suppléants :

- Serge JOVER ;
- Bernard GARNIER ;
- Christian LATY ;
- Georges TOSSAN.

Pour le Jas de Madame, toujours à Villeneuve-Loubet :

En titulaires :

- Lionnel LUCA ;
- Jean-Pierre DERMIT ;
- Éric MELE.

En suppléants :

- Georges TOSSAN ;
- Serge JOVER ;
- Christian LATY.

Monsieur le Président. - Très bien. Vous avez bien compris que ces centres d'enfouissements que l'on appelait plus vulgairement et plus réellement des « décharges » ont été arrêtés à la demande des élus locaux, car on a créé une usine de valorisation des déchets. Sinon, nous aurions eu quelques problèmes dans ce domaine. Comme, à une période, la mode était à l'enfouissement, je rappelle que l'on a fait, à cette époque-là, le bon choix, et je remercie la CASA et tous les maires qui ont suivi dans ce sens. Aujourd'hui, ces deux zones de stockages de déchets ultimes sont en jachère, fort heureusement. Mais il faut continuer à les surveiller et il est logique que la CASA et la ville de Villeneuve-Loubet y soient particulièrement attentives.

Sur la première, Usine d'Incinération, les noms ont été proposés.

Personne n'est contre ni s'abstient ?

Pour le stockage de déchets ultimes à la Glacière, derrière Lionnel LUCA, c'est la CASA qui surveille ce site. Personne n'est contre ni s'abstient ?

Sur la décharge du Jas de Madame, c'est identiquement le même sujet.

Personne n'est contre, ni s'abstient ?

Les désignations sont donc effectuées.

HABITAT/LOGEMENT

54. Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes-Maritimes 06 (ADIL 06) - Désignation des représentants

Madame Sophie NASICA. - Monsieur le Président, chers collègues, par cette délibération n° 54, il est proposé au Conseil communautaire de désigner les représentants de l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes-Maritimes, c'est-à-dire l'ADIL 06.

L'ADIL 06 a pour objet d'informer le public en matière de logement sur ses aspects juridiques, financiers et fiscaux, de façon personnalisée, neutre et gratuite.

La CASA soutient activement l'émission de l'ADIL 06 sur son territoire, à la fois grâce à une subvention, mais aussi en siégeant au sein de l'Assemblée générale.

Aujourd'hui, je souhaite me porter candidate en tant que titulaire et Dominique TRABAUD s'est porté candidat suppléant.

Monsieur le Président. - S'il n'y a pas d'autres candidats, on passe au vote.

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

55. Observatoire des Loyers - Désignation des représentants

Madame Sophie NASICA. - Par cette délibération n° 55, il est proposé au Conseil communautaire la désignation des représentants à l'Observatoire des Loyers qui facilite la connaissance, le fonctionnement et la lisibilité du marché locatif. Il s'agit d'un lieu d'échanges dans le

domaine du logement, qui développe des instruments de consultation et de concertation essentiels à la production de véritables outils d'aide à la décision en matière de logement, qui traduit en chiffres des analyses et qui analyse les réalités observées.

Il est donc proposé au Conseil communautaire de désigner les nouveaux représentants de la CASA pour siéger au sein du Comité de pilotage de l'Observatoire des Loyers des Alpes-Maritimes. Si vous le permettez, Monsieur le Président, je souhaite me porter candidate.

Monsieur le Président. - Vous auriez été de toute façon désignée d'office, compte tenu de vos compétences et de votre engagement. On vous propose donc Sophie NASICA, vice-présidente déléguée à la l'Habitat.

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

La délibération est adoptée.

56.Commission Communautaire de Proposition de Candidat (CCPC) - Désignation des représentants

Monsieur le Président. - Vous avez compris qu'il s'agit des candidats au Logement Social.

Madame Sophie NASICA. - Par cette délibération n° 56, il est proposé au Conseil communautaire de désigner les représentants à la CCPC, c'est-à-dire la Commission Communautaire de Proposition des Candidats.

La CCPC permet, de façon très transparente, d'œuvrer aux bonnes pratiques de traitement de la demande du logement social et participe au développement des thématiques du logement et de l'habitat social.

Il est proposé au Conseil communautaire de désigner les nouveaux représentants de la CASA, 2 titulaires et 2 suppléants pour siéger au sein de la CCPC. Si vous le permettez, je souhaite me porter candidate titulaire. Je propose la candidature d'Élisabeth DEBORDE et en tant que suppléants, je vous propose les candidatures de Jacques GENTE et de Dominique TRABAUD.

Monsieur le Président. - Vous le savez, dans cette Commission, la CASA a mis en place dans ses attributions, non seulement les représentants de la CASA, mais la présence de chaque ville dans laquelle le projet s'effectue. Donc, si un logement social se construit ou est habilité dans une autre ville, il y a, dans la ville, les représentants de la CASA, mais également les représentants de la ville concernée.

Je vous propose donc les 2 titulaires Sophie NASICA et Élisabeth DEBORDE et les 2 suppléants Jacques GENTE et de Dominique TRABAUD.

S'il n'y a pas d'autres candidats, personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

57.Commission d'Attribution des Logements et l'Examen de l'Occupation des Logements (CALEOL) - Désignation du représentant

Madame Sophie NASICA. - Par cette délibération n° 57, il est proposé au Conseil communautaire de désigner les représentants à la CALEOL, c'est-à-dire la Commission d'Attribution des Logements et l'Examen de l'Occupation des Logements. La CALEOL est une Instance décisionnaire du processus d'attribution des bailleurs sociaux. Elle est chargée de l'examen périodique des conditions d'occupation des logements des locataires qui se trouvent dans les situations suivantes :

suroccupation, sous-occupation, adaptation du logement au handicap et dépassement du plafond de ressources. Il est proposé au Conseil communautaire...

Monsieur le Président. - ... la vice-présidente déléguée à l'Habitat, Sophie NASICA.

Madame Sophie NASICA. - Merci, pour cette désignation, Monsieur le Président.

Monsieur le Président. - Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

La délibération est adoptée.

58. Comité Régional Habitat et Hébergement (CRHH) - Désignation des représentants

Madame Sophie NASICA. - De façon identique, cette délibération n° 58 souhaite me désigner en tant que représentante du Comité Régional Habitat et Hébergement (CRHH).

Monsieur le Président. - Même vote ?

Même vote.

59. Organisme Foncier Solidaire (OFS) « COOP Foncière Méditerranée » - Désignation du représentant

Madame Sophie NASICA. - Par cette délibération n° 59, il est proposé au Conseil communautaire de désigner le représentant de l'OFS, l'Organisme Foncier Solidaire. Si vous le permettez, je souhaite poser ma candidature à l'Assemblée générale et au Conseil d'administration, Monsieur le Président.

Monsieur le Président. - Que l'on accueille avec bienveillance.

Sur cette double désignation, personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

Madame NASICA est désignée.

60. Observatoire Territorial et Partenarial du Logement Étudiant (OTLE) - Désignation du représentant

Monsieur le Président. - Là aussi, un représentant et un suppléant. Pour éviter... Vous vouliez préciser quelque chose, Madame la Vice-présidente ?

Madame Sophie NASICA. - Je souhaite simplement proposer ma candidature et celle de notre collègue Jean-Pierre MASCARELLI en qualité de représentant suppléant de la CASA.

Monsieur le Président. - Vous êtes toute désignée, ainsi que Jean-Pierre MASCARELLI. Sophie NASICA est donc déléguée à l'Habitat et Jean-Pierre MASCARELLI à l'Enseignement Supérieur et Promotion du Territoire au Logement Étudiant.

Nous passons au vote ?

Pas d'autres candidats ?

Personne n'est contre, ni s'abstient ?

Sophie NASICA et Jean-Pierre MASCARELLI sont désignés.

61. Système Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO) - Désignation des représentants

Madame Sophie NASICA. - Par cette délibération n° 61, il est proposé au Conseil communautaire la désignation des représentants au SIAO des Alpes-Maritimes. Je vous propose donc ma candidature ainsi que celle de Jacques GENTE afin de siéger comme représentant au sein de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration du Groupement SIAO 06.

Monsieur le Président. - Pas d'autres candidats ?

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention.

62. ERILIA - Désignation des représentants

Monsieur le Président. - ERILIA est un bailleur social très développé sur le territoire de la CASA.

Madame Sophie NASICA. - Pour cette délibération n° 62, il est proposé au Conseil communautaire la désignation des représentants au sein du bailleur social ERILIA. Je vous propose ma candidature ainsi que celle du maire de Vallauris Golfe-Juan, Kevin LUCIANO.

Monsieur Kevin LUCIANO. - Je vous propose Catherine LANZA à ma place.

Madame Sophie NASICA. - D'accord. Je le note. Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président. - Il y a eu des mises à jour successives. ERILIA ayant un grand parc sur Vallauris, il est évident qu'il faut une représentation de la ville Vallauris. À cet égard, Monsieur LUCIANO nous propose Catherine LANZA. Je vous propose donc Sophie NASICA et Catherine LANZA. Si personne n'est contre ni s'abstient, elles sont représentées.

Il y a encore 4 organismes de bailleurs sociaux dans lesquels les élus doivent être représentés.

63. ICF Sud Est Méditerranée - Désignation des représentants

Madame Sophie NASICA. - Concernant la délibération n° 63, il s'agit peut-être du même doublon en candidatures.

Monsieur le Président. - J'ai Monsieur Georges VAZIA. Ce n'est pas ce que tu as ?

Madame Sophie NASICA. - Je le note. Il n'y a pas de souci.

Monsieur le Président. - Peut-on donner la liste juste à Madame NASICA ? Comme je n'ai pas les mêmes noms que les autres, c'est plus simple.

Madame Sophie NASICA. - Donc, délibération n° 63, excusez-moi, Monsieur le Président.

Monsieur le Président. - Vous n'avez pas à vous excuser, c'est moi qui m'excuse.

Madame Sophie NASICA. - Il est proposé au Conseil communautaire de désigner les représentants à l'ICF Sud Est Méditerranée... Je vous propose ma candidature en tant que titulaire et la candidature de Georges VAZIA pour la ville de Vallauris Golfe-Juan en qualité de suppléant.

Monsieur le Président. - Sur ces 2 candidatures, personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

64. – Logirem - Désignation des représentants

Madame Sophie NASICA. - LOGIREM est plus pour la ville de Valbonne. Je vais donc vous proposer ma candidature en qualité de VP déléguée à l'Habitat titulaire au Conseil d'administration, et pour l'Assemblée générale, également en qualité de titulaire et en qualité de suppléante, je vous propose la candidature d'Élisabeth DEBORDE.

Monsieur le Président. - Très bien.

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

La délibération est adoptée.

65. Logis Familial - Désignation des représentants

Madame Sophie NASICA. - Délibération n° 65, il est proposé au Conseil communautaire la désignation des représentants au Logis Familial. Au Conseil de surveillance, je vous propose ma candidature en qualité de titulaire et la candidature d'Élisabeth DEBORDE en qualité de suppléante. Pour le Conseil de surveillance, ma candidature en qualité de titulaire et la candidature d'Olivia LEVINGSTON pour la ville de Châteauneuf de Grasse en qualité de suppléante.

Monsieur le Président. - Sur la 65, pas d'autres candidats ?

Personne n'est contre, ni s'abstient ?

La délibération est adoptée.

66. La Maison Familiale de Provence - Adhésion et désignation des représentants

Madame Sophie NASICA. - Il est proposé au Conseil communautaire l'adhésion et la désignation des représentants pour la Maison Familiale de Provence. Je vous propose ma candidature en qualité de titulaire pour le Conseil d'administration. Pour l'Assemblée générale, je vous propose la candidature de Dominique TRABAUD en qualité de titulaire et ma candidature en qualité de suppléante.

Monsieur le Président. - Sur ces propositions, il n'y a pas d'autres candidats ?

Personne n'est contre, ni s'abstient ?

La délibération est adoptée.

67. Sophia Antipolis Habitat (SAH) - Mise en œuvre de la Loi ELAN - Cession des participations détenues par les collectivités locales

Madame Sophie NASICA. - Par une loi du 23 novembre 2018, l'État a imposé au secteur du logement social une restructuration. La Loi ELAN, dans son article 81, oblige l'adossé de tout bailleur social qui gère moins de 12 000 logements sociaux, à appartenir à un groupe d'organisme de logement social dépassant ce seuil. Le risque, quel que soit le mode de regroupement proposé par cette loi - adossement vertical ou adossement horizontal - serait celui d'une perte de contrôle pour la société qui deviendrait minoritaire dans ce regroupement.

La CASA, la ville d'Antibes et la ville de Vallauris ont décidé, en optant pour une filialisation, de mettre en œuvre une solution optimisée. Dans l'esprit de l'article 81 de la Loi ELAN, une procédure de consultation sera organisée afin de parvenir à une cession d'actions détenues par Sophia Antipolis Habitat, accompagnée de statuts négociés et d'un pacte d'associé. Cela de nature à permettre de continuer dans les meilleures conditions la réalisation des missions dans le domaine du logement et de participer à la gouvernance de ce nouveau groupe d'organismes de logement social appelé à devenir majoritaire.

Il convient de préciser, Monsieur le Président, que l'opération envisagée n'est en aucun cas une cession des logements de Sophia Antipolis Habitat, mais bien une cession d'actions de SAH. Cette cession n'aura aucune conséquence sur les contrats de travail du personnel de la SAH. Les dispositions légales en vigueur s'appliquent.

Enfin, par cette cession, aucune des Collectivités n'entend se désengager de quelque façon que ce soit du logement social. La réalisation des objectifs du PLH défini par la CASA demeure totalement d'actualité.

Aujourd'hui, il est proposé au Conseil communautaire d'approuver le lancement d'une consultation visant à la cession par la CASA des actions de Sophia Antipolis Habitat dont elle dispose. Cette cession sera réalisée de façon simultanée avec les communes d'Antibes, de Vallauris, autres collectivités locales d'actionnaires de SAH. Elle sera accompagnée d'un pacte d'engagement pour le logement social afin de satisfaire aux objectifs du PLH établi par la CASA.

Monsieur le Président. - Je donne la parole à Monsieur LUCIANO, maire de Vallauris.

Monsieur Kevin LUCIANO. - Monsieur le Président, mes chers collègues, deux observations. D'abord, cette loi, évidemment, s'impose à nous. C'est une loi qui vise la concentration dans le secteur du logement social. Et, quelle que soit la décision que nous prendrons, cette loi entraînera une perte de contrôle dans les différents organismes, ou en tout cas, une perte de contrôle partielle dans les organismes en question.

En réalité, il y a deux solutions :

- soit on perd le contrôle, mais on peut quand même organiser un certain nombre de moyens juridiques qui nous permettront de conserver les prérogatives fondamentales qui sont les nôtres, à savoir le choix des personnes bénéficiaires des logements ;
- soit on ne fait rien, on laisse la loi se mettre en place et à terme, assez rapidement, par application de cet article 81 de la loi ELAN, on perd le pouvoir et on n'en tire aucune contrepartie financière.

L'idée que nous avons donc eue avec Jean LEONETTI, en tant que maire d'Antibes et en tant que président de la CASA, est d'anticiper la mise en œuvre de cette loi et de procéder, s'il y a lieu, il n'est pas certain... Car Madame la Vice-présidente l'a très bien dit : nous ne décidons pas aujourd'hui la cession des titres. Nous décidons uniquement de lancer une consultation qui nous permettra de faire un appel à candidatures et nous aurons toute l'attitude pour décider si, oui ou non, en fonction des offres qui nous seront faites, nous décidons ou pas, de céder ces titres.

Si les offres nous paraissent satisfaisantes, à la fois sur le plan financier et sur le plan de la maîtrise que l'on souhaite conserver, dans ce cas-là, on procédera à la cession.

Si les offres ne sont pas satisfaisantes à l'un ou l'autre de ces deux niveaux, ou pire, aux deux niveaux, nous ne ferons pas la cession.

Ce qui est aujourd'hui en cause, c'est simplement de décider une procédure de consultation qui nous permettra d'entendre les offres que les bailleurs sociaux ont à formuler. Et si l'on décide de les mettre en œuvre, comme l'a très bien dit Madame la Vice-présidente, nous pourrions prendre un certain nombre de mesures qui nous permettront non pas de conserver le contrôle total - il serait illusoire de le croire -, mais de ne pas reculer sur les éléments fondamentaux de la relation avec ce bailleur social.

Et notamment, si nous conservons un certain nombre de titres, nous disposerons d'une minorité de blocages. De plus, nous pourrions également conclure à la fois dans la convention de cession - mais aussi entre nous -, des pactes d'actionnaires qui nous permettraient d'avoir une meilleure maîtrise que s'il l'on acceptait un adossement horizontal où l'on serait complètement dépouillé et démuné par rapport au poids de ces bailleurs sociaux. En effet, ceux-ci prendraient le contrôle non pas par une décision que nous aurions prise volontairement, mais simplement par l'effet de la loi qui vise une concentration dans un secteur d'activités où, quelles que soient les décisions que nous prendrons, va se réaliser. Je vous remercie.

Monsieur le Président. - Merci, Monsieur le Vice-président. Vous l'avez compris, il y a un double objectif. Un objectif de transparence, d'abord. Je vous rappelle que la loi préconise que si nous ne prenons pas de décision d'ici l'année prochaine, le préfet, d'autorité, nous adossera à un organisme social sans discussion.

Le deuxième, c'est qu'il y a eu un engagement sur le logement social sur la CASA qui a porté ses fruits et qui a fait en sorte que les logements sociaux qui ont été construits depuis 10 ans - principalement sur Antibes, mais dans toutes les villes et les villages - l'ont été avec une qualité environnementale, une qualité sociale et une transparence remarquable et remarquée au niveau des attributions.

La stratégie est donc assez simple : la loi s'impose à nous dans son article 81. S'il n'y avait pas eu la loi ELAN, on serait toujours avec une SEM à 1 700 logements, sauf que l'on ne peut plus être à 1 700 logements. On est forcément à plus de 12 000 et à plus de 12 000, il y a des choix. Les organismes que l'on a cités tout à l'heure, par rapport auxquels Madame NASICA évoquait la représentation de la Communauté d'Agglomération, sont tous demandeurs par rapport au fait de venir « s'associer » à nous. Mais, comme l'a rappelé Monsieur LUCIANO, dans aucun cas nous ne serons majoritaires. Nous serons forcément minoritaires. Dans ce cadre, nous voulons préserver l'orientation de la thématique « logement social ».

Bien sûr, le PLH est un élément majeur, mais au-delà du PLH, il y a tout un suivi du logement social. Nous voulons être dans un pacte d'actionnaires et avoir la garantie que cette stratégie de développement du logement social se fera selon le vœu de la Communauté d'Agglomération qui en a la compétence, mais surtout, de chaque maire, de chaque ville et de chaque village.

Le deuxième point est l'attribution. Vous le savez, l'attribution est transparente et se fait sur des critères objectifs. Mais, il est très important que le maire siège dans la Commission d'attribution aux côtés de représentants de la Communauté d'Agglomération. C'est ce qui s'est toujours pratiqué sur la Communauté d'Agglomération et je souhaite que cela soit toujours ainsi. En effet, je ne souhaite pas que le maire ou les élus ne soient pas informés et qu'ils ne puissent pas participer à la désignation des candidats sur le territoire de leur commune en toute transparence.

Le troisième point est compensation financière. C'est une situation qui est quand même assez paradoxale, de voir que de majoritaire, on passerait à minoritaire et que sur des actions qui seraient transférées, il n'y ait plus aucune action possible, le transfert se faisant subrepticement à bas bruit. C'est la raison pour laquelle les villes et la CASA ont mis beaucoup d'argent dans le logement social. Cet argent doit être récupéré, non pas pour aller faire des feux d'artifice, mais parce que cet argent appartient à l'ensemble de la collectivité et donc à l'ensemble des citoyens.

Le deuxième point est que nous savons que nous allons continuer à financer du logement social. En outre, ces moyens supplémentaires ne vont pas être totalement inutiles dans les objectifs que l'on va développer en matière de logement social.

Donc, comme l'a dit tout à l'heure Kevin LUCIANO, on est un peu innovant, puisque la loi nous demanderait simplement que l'on vienne ici vous expliquer que l'on a choisi l'un ou l'autre sans contrepartie. Eh bien, on fait un appel d'offres et on va voir qui propose la meilleure offre - à la fois sur

le plan qualitatif et sur le plan quantitatif - et préserve les intérêts de chaque commune et de la Communauté d'Agglomération pour les 10 ans à venir.

Voilà donc la proposition qui vous est faite, en sachant que c'est la loi ELAN qui nous l'impose. Qu'elles nous plaisent ou pas, les collectivités territoriales appliquent les lois, mais peut-être, les appliquent-elles en prenant quelques garde-fous pour que l'on ne soit pas dépouillé de l'action qui a été engagée à Antibes, à Vallauris et à la CASA depuis un certain nombre d'années.

Madame Michèle MURATORE. - Effectivement, cela fait un moment que l'on savait que l'on allait être confronté à ce problème du regroupement. Je pense qu'il y a plusieurs choses à préserver. Je ne serai pas sur l'aspect financier à récupérer de l'argent. On demandera que cet argent soit réinvesti dans du logement, cela est clair. Mais il y a à préserver la proximité. Car, par rapport à l'appel à concurrence (on peut l'appeler comme ça), à mon sens, cela devrait faire l'objet de la prochaine réunion de la Commission Habitat, de manière à pouvoir dire, j'imagine que c'est pareil pour mes collègues, «Voilà ce que l'on souhaite préserver». Il y a la proximité, il y a toute la situation d'entretien du logement, dont on sait qu'il s'agit du plus gros morceau, il y a ce à quoi mon groupe est formellement opposé, à savoir les ventes de logements sociaux. En effet, on sait que l'on est toujours perdant, tant le locataire qui achète et qui se retrouve devant des charges impossibles à assumer, que la collectivité qui voit son parc diminuer sans pouvoir reconstruire. Compte tenu de l'inflation, ce n'est pas la vente qui permet de refaire un nouveau logement. Je demande donc qu'une Commission Habitat se penche spécialement sur toutes ces problématiques. Merci.

Monsieur le Président. - Madame MURATORE, on partage les mêmes objectifs. S'il y a bien un problème sur lequel on doit être particulièrement vigilant... On a vu que les bailleurs sociaux traitaient de manière inégale l'entretien des logements sociaux. Or, ceux qui sont sous la gouvernance aujourd'hui de la SEM de Sophia Antipolis sont très bien entretenus. Et on a même commencé avec Madame BLAZY, et poursuivi avec Madame NASICA, une rénovation énergétique de l'ensemble des logements sur un principe simple : on ne va pas demander aux gens qui ont peu de moyens de dépenser beaucoup d'argent s'ils sont dans des passoires énergétiques qui leur coûtent cher en chauffage.

Donc, ce point de l'entretien et de la rénovation énergétique des logements fait partie du pacte que l'on veut instaurer.

Le deuxième élément, vous l'avez dit, ce n'est pas la vente de logements. La délibération le précise bien. Mais pourquoi n'est-ce pas la vente de logements ? Parce que la ville d'Antibes s'oppose au logement vendu pour une bonne raison : la collectivité paie des pénalités. Je vais voir le préfet chaque année, comme chacun des maires, je présente mon bilan et il y aurait 80, 90, 100 ou 500 logements qui seraient vendus ? Cela ferait tomber le quota et le préfet aurait beau jeu de me dire « Vous êtes en carence ». On ne vend donc pas les logements sociaux.

En revanche, nous sommes pour l'ascenseur social. Le fait que, dans les attributions, l'accès à la propriété du logement social soit préférentiellement proposé aux gens qui vivent dans le logement social crée un ascenseur qui n'aboutit pas à la vente, mais à la promotion du locataire du logement social qui devient propriétaire.

Sur ces points, je suis donc tout à fait d'accord pour que la consultation qui va commencer ait un certain nombre de détails. Si la commission se réunit, qu'elle fasse une liste complémentaire et que nous ayons la meilleure offre, vous avez raison, pas uniquement pour les finances, mais aussi pour avoir une assurance que le travail a été fait, que les logements ont été construits et que l'entretien des logements SAH (anciennement SACEMA, avant la fusion avec Vallauris) continue à être de qualité.

Les objectifs sont donc clairs. C'est une loi qui ne nous oblige pas à la transparence et à la concurrence. Mais la CASA fera transparence et concurrence et essaiera de préserver les gens qui ont fait confiance et font confiance à SAH et qui devront continuer à le faire dans un organisme qui ne sera

pas une société à économie mixte, dans lequel nous serons minoritaires, mais que, dans un pacte d'actionnaires, nous ayons le contrôle de cette qualité.

Monsieur Kevin LUCIANO. - Madame MURATORE, en tant que maire de Vallauris, je tiens à vous dire que je suis entièrement d'accord avec les observations que vous avez faites. Je pense que, comme la plupart des conseillers présents aujourd'hui, nous partageons la même volonté de protéger les personnes dans les logements sociaux et de protéger, évidemment, la compétence de la puissance publique.

Si vous me permettez juste un résumé très bref de la délibération que l'on fait aujourd'hui. Cette délibération nous permet uniquement d'avoir le choix, le cas échéant, si l'on décide après contrôle des propositions faites. Alors que si l'on ne fait rien, si on laisse le préfet choisir, on n'aura pas le choix et on nous imposera un bailleur qui, peut-être, nous conviendra, mais qui, peut-être, ne nous conviendra pas. Ce que l'on nous offre aujourd'hui, c'est la possibilité de choisir, alors que si l'on attend simplement le début de l'année prochaine, on n'aura plus la possibilité de choisir et c'est le préfet qui choisira à notre place. Je vous remercie.

Monsieur le Président. - Je pense que l'on est d'accord sur ce sujet. Je passe donc au vote.

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Je vous remercie.

Puisqu'il y a 3 actionnaires avec des pourcentages différents, cette délibération devra être reproduite en délibération du Conseil municipal de Vallauris et en délibération du Conseil municipal d'Antibes.

COMMANDE PUBLIQUE

68.Commission d'Appel d'Offres spécifique au groupement de commandes avec le département des AM pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour l'amélioration des conditions de circulation et d'échanges tous modes confondus sur le territoire de la CASA

Monsieur Gilbert TAULANE. - Il appartient aujourd'hui au Conseil communautaire de procéder à l'élection du membre titulaire et de son suppléant, à représenter la CASA au sein de la Commission d'Appels d'Offres.

Il est donc proposé au Conseil communautaire de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant, appelés à siéger à la Commission d'Appels d'Offres du groupement de commandes publiques entre le département des Alpes-Maritimes et l'agglomération de Sophia Antipolis sur le territoire de la CASA.

Il est proposé comme candidats Xavier WIIK et Marie BENASSAYAG.

Monsieur le Président. - Xavier WIIK et Marie BENASSAYAG.

Je n'ai pas d'autres candidats ?

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

La délibération est adoptée.

GESTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER

69. Commission Intercommunale pour l'Accessibilité - Désignation de ses membres

Monsieur le Président. - Gilbert HUGUES étant absent, je vous propose la délibération 69. L'Accessibilité en territoire de CASA est un objectif majeur et je sais que toutes les villes sont impliquées dans ce domaine.

Je vous propose la désignation du président. Le membre du bureau délégué à l'Accessibilité est Gilbert HUGUES. Concernant les autres membres de la Commission, je vous propose :

- Martine SAVALLI, Antibes ;
- Thierry OCCELLI, au titre des Transports ;
- Jean-Pierre DERMIT, au titre des Risques Naturels ;
- Jean-Bernard MION, au titre du SCOT.

Et en suppléants :

- Sophie NASICA, au titre de l'Habitat ;
- Éric MELE ;
- François WYSZKOWSKI ;
- Richard THIERY.

Si je n'ai pas d'autres candidats, je vous propose d'adopter cette liste. Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

La délibération est adoptée.

Départ d'Eric PAUGET.

70. EnvirobatBDM - Désignation du représentant

Monsieur le Président. - Il s'agit de la désignation d'un représentant et je vous propose le vote sur Gilbert HUGUES.

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

La délibération est adoptée.

71. Restaurant Inter-Entreprises (RIE) sur le site des Genêts - Désignation du représentant

Monsieur le Président. - C'est Frédéric POMA qui est, je le rappelle, le vice-président chargé des Ressources Humaines.

Personne n'est contre, ni s'abstient ?

La délibération est adoptée.

INFORMATIQUE

72. Syndicat Mixte d'Ingénierie pour les Collectivités et Territoires Innovants des Alpes et de la Méditerranée (SICTIAM) - Modification des représentants

Monsieur le Président. - Il s'agit du Syndicat Mixte d'Ingénierie pour les Collectivités et Territoires, le SICTIAM par rapport auquel nous avons des représentants et avec lequel nous travaillons. Par délibération du Conseil, la CASA a désigné David SIMPLOT. Or, il avait déjà été désigné à Antibes. Dans la mesure où il ne peut pas cumuler, je vous propose de le remplacer par Serge AMAR qui a aussi cette délégation à la ville d'Antibes Juan-les-Pins.

Pas d'autres candidats ?

Personne n'est contre, ni s'abstient ?

La délibération est adoptée.

Le prochain Conseil communautaire sera le lundi 5 octobre.

Je vous remercie de votre présence, de votre assiduité et de votre engagement.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

La secrétaire de séance,

Alexia MISSANA

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'AM' followed by a stylized flourish, positioned below the printed name Alexia MISSANA.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 16/11/2020
Numéro : CC_2020_206
Nature : DE - Deliberations
Objet : Procès-verbal de la séance du 14 septembre 2020 - Approbation
Matière : 5.2 - Fonctionnement des assemblées
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : TF7b987

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 01/12/2020
Identifiant : 006-240600585-20201116-CC_2020_206-DE

Acte reçu

Date : 16/11/2020
Numéro interne : CC_2020_206
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 2
Objet : Procès-verbal de la séance du 14 septembre 2020 - Approbation
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20201116-CC_2020_206-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20201116-CC_2020_206-DE-1-1_2.PDF

N